

8 septembre 2014 – Communiqué de la Fédération CGT des Services publics

Réforme des rythmes scolaires : la grande Récré !

Alors que la réforme des rythmes scolaires doit désormais s'appliquer sur l'ensemble du territoire, la fronde gagne dans tous les rangs, qu'il s'agisse :

- Des professionnels, qui alertent le gouvernement depuis des mois sur le fait que cette réforme n'est pas aboutie et pose plus de problèmes qu'elle n'en règle, en créant de la surprécarité pour les personnels et en ne reconnaissant pas la nécessité de formations indispensables aux missions dévolues.
- Des parents, qui s'inquiètent à la fois sur les conditions d'accueil des leurs enfants, mais aussi sur les coûts nouveaux générés par la mise en œuvre de la réforme.
- Des enseignants, qui ont fait remonter leurs inquiétudes quant au bouleversement du rythme de l'enfant et de la disparité des modalités d'accueil selon les territoires ...
- Des Maires, qui subissent de plein fouet l'impact budgétaire qu'implique cette réforme dans des budgets déjà fragilisés par la crise et le désinvestissement progressif de l'état.
- Des associations de parents d'élèves, qui pointent la désorganisation totale de l'école subie par les enfants et les familles.

La seule réponse du gouvernement, quel que soit le ministre en poste, Vincent PEILLON, puis Benoit HAMON et maintenant Najat VALLAUD-BELKACEM, consiste à confirmer que la réforme doit se mettre en place contre vents et marées.

Depuis l'annonce de ce projet de réforme les organisations syndicales représentatives des différents champs de professionnels concernés, ont tenté d'alerter le gouvernement sur les manques constatés dans cette réforme, confuse et incomplète, qui n'a pas réglé la question des répartitions de compétences entre l'Éducation nationale, les Collectivités locales et les structures intervenant dans le cadre des activités périscolaires.

Force est par ailleurs de constater que cette réforme accentue les disparités entre les territoires et signe la fin du principe de gratuité de l'école qui nous est cher.

Depuis des mois, nous nous efforçons d'alerter le gouvernement sur les difficultés constatées : des mouvements ont été organisés, des contrepropositions ont été faites, des délais supplémentaires sollicités, qui auraient sans doute permis de prendre en compte les différents paramètres traités de façon trop superficielle. Mais rien n'y a fait, le gouvernement fait la sourde oreille et affiche une attitude jusqu'au-boutiste.

Les sondages opérés par les différents médias mettent en évidence que cette réforme telle qu'elle se met en œuvre, rassemble plus de 60% de mécontentements.

Le gouvernement doit entendre ces voix et accepter de remettre en chantier cette réforme, pour construire, avec les partenaires concernés, une réforme ambitieuse, cohérente, en écho aux besoins des enfants.

Contact : Malik GHERSA 06 61 13 20 55
Michèle KAUFFER 06 66 15 18 64